

# Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°35

Juillet-septembre 2024

## Guerres et armes



Humour de Siné mensuel

# Table des matières

Arrêtons le commerce d'armes avec Israël. Embargo militaire, MAINTENANT !.....	3
Pourquoi nous n'investissons toujours pas dans l'industrie de la défense.....	6
Europe et Moyen-Orient, deux scénarios de la même guerre.....	8
Les 75 ans de l'OTAN : de guerre en guerre.....	9
Yougoslavie 24 mars 1999 : la guerre fondatrice de la nouvelle OTAN.....	10
La piste d'Istanbul.....	11
« L'Ukraine d'aujourd'hui n'est pas une démocratie » : entretien avec l'ancien ambassadeur Jack Matlock...	12
Annie Lacroix-Riz : le Plan Marshall ? Une corde qui a pendu l'Europe.....	20
Le glacis, une obsession russe.....	22
Libérez Boris Kagarlitsky et les autres prisonniers politiques russes opposés à la guerre.....	25
Humour de Kroll.....	27

# **Arrêtons le commerce d'armes avec Israël. Embargo militaire, MAINTENANT !**

*Selon un sondage de YouGov, les trois quarts de la population belge souhaitent la fin du commerce d'armes entre la Belgique et Israël. Pourtant, les gouvernements de notre pays n'imposent pas d'embargo sur les armes à Israël. « Il est temps d'agir », déclare Jasper Thys, membre de l'association Intal Globalize Solidarity.*

Depuis près de six mois, la situation à Gaza est effroyable. Les bombes israéliennes ont tué plus de 32 000 Palestiniens et 10 000 autres sont toujours portés disparus. Les infrastructures ont été complètement détruites et la bande de Gaza reste hermétiquement fermée au monde extérieur. Israël bloque l'accès à l'aide humanitaire, à la nourriture, à l'eau et au carburant et entrave les efforts des organisations humanitaires pour apporter ne serait-ce qu'une assistance minimale aux Palestiniens de Gaza. Selon les Nations unies, plus d'un million de personnes sont au bord de la famine. Il s'agit du chiffre le plus élevé dans l'histoire de l'IPC, le système des Nations unies pour mesurer la faim et la malnutrition dans le monde. Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, n'a pas mâché ses mots : « Il s'agit d'une catastrophe entièrement causée par l'Homme, qui peut être stoppée immédiatement ».

## **Les armes occidentales alimentent la violence**

Le gouvernement israélien ne veut pas arrêter les massacres et est soutenu par ses principaux alliés, l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni. Ils continuent d'alimenter la violence de guerre génocidaire israélienne par leur soutien diplomatique et leurs livraisons d'armes. Les États-Unis ont accordé plus de 260 milliards de dollars d'aide militaire et économique à Israël depuis la Seconde Guerre mondiale. Depuis le 7 octobre, ils ont approuvé plus de 100 nouveaux contrats d'armement et fourni des milliers de missiles à guidage de précision, de bombes à faible diamètre et d'autres équipements militaires.

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), 69% des importations d'armes israéliennes sont fabriquées aux États-Unis. 30% des achats d'armes d'Israël proviennent d'Allemagne. Les exportations d'armes allemandes vers Israël ont été multipliées par dix en 2023 par rapport à 2022 et se sont élevées à 326 millions d'euros l'année dernière. La plupart des livraisons d'armes ont été approuvées après le 7 octobre.

## **Belgique : plaque tournante du commerce d'armement.**

Début décembre 2023, De Morgen et Le Soir démontraient que le port d'Anvers est une plaque tournante importante pour le matériel militaire allemand à destination d'Israël. La compagnie maritime israélienne ZIM, qui fournit des armes à Israël, y passe chaque semaine avec un navire. L'année dernière, ZIM a transporté 246 tonnes de munitions et 20 tonnes de détonateurs vers Israël via Anvers.

L'aéroport de Liège aide également au transit d'armes vers Israël en permettant aux compagnies aériennes israéliennes El Al et Challenge Airlines d'effectuer des vols entre les États-Unis et Israël. Challenge a effectué huit vols aller-retour entre ces deux pays en novembre en faisant une escale à Liège. Le PDG a d'abord prétendu ne transporter que de la nourriture et des ambulances, mais a dû admettre par la suite que les avions de Challenge transportaient aussi très souvent du matériel militaire. Le 11 octobre 2023, le ministère israélien de la Défense a fièrement partagé les images d'une livraison d'armes par Challenge.

## **L'illégalité**

Les cadres juridiques nationaux et internationaux sont clairs : le transit d'armes vers Israël est illégal. En premier lieu, le traité des Nations unies sur le commerce des armes interdit expressément le transit d'armes vers les pays où existe un risque élevé que ces équipements soient utilisés pour commettre un génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre. Par ailleurs, la Belgique et les régions disposent également d'une réglementation interdisant le transit d'armes vers Israël sur une base similaire. En effet, après l'opération israélienne « Plomb durci » à Gaza, les trois régions et le niveau fédéral, à l'initiative du ministre des Affaires étrangères de l'époque Karel De Gucht, ont convenu « de ne pas délivrer de licences d'exportation d'armes qui renforceraient les capacités militaires des parties

belligérantes ». Ainsi, les exportations d'armes vers Israël sont interdites si l'utilisateur final est l'armée israélienne. Malgré cette position claire, une quantité non négligeable d'équipements militaires est toujours acheminée de la Belgique vers Israël. Depuis 2009, quelque 60 millions d'euros de licences d'exportation ont été délivrés par les trois régions à destination d'Israël, selon Vredesactie.

## **Complicité de génocide**

Fin janvier, la plus haute juridiction de l'ONU, la Cour internationale de justice de La Haye a estimé qu'il existait un risque élevé qu'Israël commette un génocide à l'encontre des 2,3 millions de Palestiniens de la bande de Gaza. Tant que notre pays laissera partir des armes vers Israël et tant qu'il continuera à acheter du matériel militaire à Israël, comme l'avait par exemple prévu le conseil municipal d'Anvers, nous responsables politiques seront complices d'un génocide et auront du sang sur les mains. L'imposition d'un embargo militaire à l'encontre d'Israël ne se réduit pas à un simple choix politique : c'est une obligation légale découlant de la convention sur le génocide et du droit international.

Pourtant, nos politiciens font l'autruche et les gouvernements fédéraux et régionaux de notre pays se renvoient la balle. Au sein du gouvernement fédéral, le Premier ministre Alexander De Croo ( OpenVLD ) et la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib (MR) font obstacle à l'organisation d'une consultation sur la politique de commerce des armes à destination d'Israël entre le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux. Ils constituent le principal obstacle à l'établissement d'un embargo total sur les armes à destination d'Israël. Si ils ont réussi à imposer un embargo complet sur les armes contre la Russie peu après l'invasion russe de l'Ukraine, cela doit également être possible pour Israël.

## **La pression fonctionne**

Nous sommes conscients des pressions sociales auxquelles nos politiciens sont soumis, et il est clair que cette pression peut jouer un rôle crucial dans le changement. C'est le cas dans d'autres pays qui, grâce à cette conscience collective, prennent des mesures dans la bonne direction. Le gouvernement espagnol a annoncé qu'il mettrait fin aux licences d'exportation d'armes vers Israël, et la société japonaise Itochu prévoit de mettre fin à son partenariat avec Elbit Systems, le plus grand fabricant d'armes israélien, dans les semaines à venir. Aux Pays-Bas, un juge a interrompu l'exportation de pièces de F-35 vers Israël, et en Allemagne, une procédure est en cours contre l'État allemand pour complicité de génocide.

Selon un sondage d'opinion mené par YouGov pour le compte d'Ekō, trois quarts des Belges interrogés ont exprimé leur opinion selon laquelle le commerce d'armes entre la Belgique et Israël devrait être interrompu. À travers le pays, des citoyens militent en faveur d'un embargo militaire contre Israël. Les parlements flamand et fédéral ont été le théâtre de perturbations, tandis que des activistes ont symboliquement présenté des mains « ensanglantées » devant les bureaux de ZIM à Anvers. Dans les villes de Louvain, Anvers, Gand et Bruxelles, des centaines de personnes ont déposé des plaintes contre le transit d'armes par les compagnies Zim, El Al et Challenge. Il est impératif que nos dirigeants politiques passent à l'action au lieu de simplement exprimer des intentions louables. L'instauration d'un embargo militaire est une nécessité urgente, il doit être mis en place **DÈS MAINTENANT !**

Afin d'accroître la pression sur Hadja Lahbib et Alexander De Croo, Intal a lancé une pétition.

Signez et partagez : <https://www.intal.be/nl/appel-aux-parlements-federal-et-regionaux-pour-quils-appliquent-un-embargo-militaire-en-belgique/>

Envie de rejoindre la campagne d'intal pour un embargo sur les armes contre Israël ? Inscrivez-vous : <https://www.intal.be/nl/devenir-membre-lid-worden/>

\* L'enquête montre que 74% de la population belge est favorable à l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, dont 72% en Wallonie, 75% en Flandre et 73% à Bruxelles.

INTAL, 28 mars 2024

Sources : Intal Globalize Solidarity et Investig'Action



Le drapeau palestinien peint sur l'escalier

« Investir dans les armes ne doit pas devenir normal »

## Pourquoi nous n'investissons toujours pas dans l'industrie de la défense



Alors que plusieurs conflits armés se déroulent aux portes de l'Europe, le débat sur le financement de la défense reprend de la vigueur. La pression se fait de plus en plus forte pour augmenter les dépenses d'armement. Et pour réunir les milliards nécessaires, de nombreux regards se tournent vers les investisseurs (privés).

La Commission européenne a désormais affecté 1,5 milliard d'euros au financement de la défense et préconise même d'investir 100 milliards d'euros dans les années à venir pour faire de l'Europe une « économie de guerre ».

En outre, le 10 mars, la Banque européenne d'investissement (BEI) a approuvé un plan visant à mobiliser 6 milliards d'euros d'investissements jusqu'en 2027 pour soutenir les systèmes de sécurité et de défense à double usage de l'Europe, le double usage indiquant le potentiel d'applications civiles et militaires. Une semaine plus tard, 14 gouvernements nationaux ont envoyé une lettre à la BEI pour accroître le financement de la défense. Et, au début de l'année, le président du comité militaire de l'Otan a appelé les membres et l'industrie de la défense à redoubler d'efforts et à s'engager dans des partenariats public-privé afin d'être prêts à faire face à toutes les éventualités.

On peut légitimement se demander s'il s'agit d'un manque de solidarité lorsque les institutions financières et les investisseurs ne soutiennent pas l'industrie de la défense en période de conflit armé, pour défendre notre liberté ou aider d'autres à défendre la leur. Les données recueillies par les ONG montrent que de nombreux investisseurs privés sont déjà largement impliqués dans l'industrie de la défense, qu'ils ont soutenue à hauteur de plus de 959 milliards de dollars entre 2020 et 2022.

« Étant donné que les cours des actions des entreprises d'armement sont actuellement tirés vers le haut par les conflits géopolitiques en cours, investir dans les armes revient à tirer profit de la guerre et de la destruction. » (Johanna Schmidt, investment strategist chez Triodos IM)

Triodos Investment Management, cependant, adopte une position claire contre l'investissement dans l'industrie de la défense. En tant qu'investisseur d'impact, nous adhérons à des normes minimales strictes, excluant de nos portefeuilles d'investissement tous les types d'armes ainsi que les composants ou les services pour les systèmes d'armes. Étant donné que les cours des actions des entreprises d'armement sont actuellement tirés vers le haut par les conflits géopolitiques en cours, investir dans les armes revient à tirer profit de la guerre et de la destruction. Pour nous, il s'agit d'un choix contraire à l'éthique.

### La responsabilité du gouvernement

Dans le cadre de leurs budgets et stratégies de finances publiques, les gouvernements consacrent de l'argent aux activités militaires. En 2022, le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) a indiqué que les dépenses militaires des pays s'élevaient à un peu plus de 2 240 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré depuis que le Sipri a commencé à suivre les dépenses militaires en

1949. Ces chiffres sont également plusieurs fois supérieurs au soutien des institutions financières à l'industrie de la défense, mais les liens des institutions financières avec l'industrie de la défense ne doivent pas être sous-estimés.

Les données ci-dessus montrent clairement que les gouvernements disposent de capitaux à consacrer à l'industrie de la défense. En cas de besoins urgents de capitaux pour le secteur de la défense, les gouvernements peuvent même ajuster leur budget en augmentant les impôts ou la dette et en passant à une économie de guerre, comme nous le voyons actuellement dans les pays impliqués dans des conflits armés. Les banques centrales jouent le rôle de banquiers pour les gouvernements et peuvent répondre à leurs besoins de financement en imprimant de l'argent, en augmentant les impôts ou en empruntant.

« Si les priorités budgétaires nationales à long terme restent faussées, il peut en résulter une économie de guerre permanente ». (Johanna Schmidt, investment strategist chez Triodos IM)

### **Un changement dangereux**

Les gouvernements ont donc de nombreuses possibilités de lever des fonds pour la défense nationale et les intérêts de sécurité. Mais si les priorités budgétaires nationales à long terme restent faussées, il peut en résulter une économie de guerre permanente, les sociétés devenant économiquement dépendantes de la guerre, tandis que l'option de la diplomatie pacifique s'érode dans l'ère de l'après-guerre. En outre, il est important de souligner que les entreprises de défense tirent profit des conflits armés, des guerres et des dépenses militaires qui y sont liées car elles génèrent des revenus.

Elles bénéficient également de l'investissement privé car la demande des investisseurs fait grimper le cours des actions des entreprises et réduit le coût de leur propre capital. Il n'est donc pas surprenant que le lobby de la défense aime qualifier les investissements dans ses entreprises d'investissements à impact social et qu'il ait exhorté l'Union européenne à reconnaître l'industrie de la défense comme un contributeur positif à la durabilité sociale dans le cadre de la taxonomie ESG (Environnement, Social et Gouvernance) dès 2022.

Alors que l'exclusion des armes a longtemps été un critère d'exclusion largement accepté et appliqué dans le secteur de l'investissement, il existe aujourd'hui un risque de changement de norme vers une acceptation généralisée et une volonté d'investir dans l'industrie de la défense, tant en temps de guerre qu'en temps de paix. L'évolution structurelle vers une économie de guerre permanente qui pourrait résulter de ce changement de norme entravera la réalisation d'ambitions sociales plus importantes. Il est donc plus important que jamais que les investisseurs responsables se concentrent sur leurs principes fondamentaux, leurs valeurs et leurs ambitions à long terme. C'est pourquoi, nous restons attachés aux critères d'exclusion de l'industrie de la défense.

Cet article d'opinion a été publié dans La Libre du 6 avril.

Triodos.be, 9 avril 2024

# Europe et Moyen-Orient, deux scénarios de la même guerre



Sur la Place Rouge à Moscou, le 9 mai, s'est déroulée la Parade pour le 79<sup>ème</sup> Anniversaire de la Victoire de la Grande guerre Patriotique de 1941-1945 contre l'Allemagne nazie. Y ont participé plus de 9 000 militaires avec 75 systèmes d'arme dont des missiles nucléaires sur des rampes de lancement mobiles. Le mainstream politico-médiatique a décrit la Parade comme une menaçante démonstration de force contre l'Europe et tout l'Occident, effaçant sa signification historique et tout ce qui a amené à l'actuelle guerre en Europe.

Il faut avant tout rappeler l'Histoire. L'Union Soviétique est attaquée et envahie en 1941 par l'Allemagne nazie avec 201 divisions, comprenant 5,5 millions de soldats équivalant à 75% de toutes les troupes allemandes, 3 500 chars et 5 000 avions, plus 37 divisions des pays satellites (dont l'Italie).

L'URSS avait demandé aux alliés – Grande-Bretagne et États-Unis – d'ouvrir un second front en Europe, mais ceux-ci l'avaient retardé, en voulant décharger la puissance nazie sur l'URSS pour l'affaiblir et avoir ainsi une position dominante au terme de la guerre. Le second front est ouvert avec le débarquement anglo-étasunien en Normandie en 1944, alors que désormais l'Armée Rouge et les partisans soviétiques avaient défait les troupes allemandes, assénant le coup décisif à l'Allemagne nazie. Le prix payé par l'Union Soviétique est très haut : environ 27 millions de morts, pour plus de la moitié civils, correspondant à 15% de la population (par rapport à 0,3% des USA dans toute la Seconde Guerre Mondiale) ; environ 5 millions de déportés en Allemagne ; plus de 1 700 villes et gros centres habités, 70 mille villages dévastés ; 30 000 usines détruites.

Dans l'actuelle guerre en Europe, la Russie a devant elle non seulement les forces de Kiev, formées et commandées par un groupe politico-militaire de claire empreinte nazie, mais l'OTAN sous commandement USA qui se sert de ces forces en les dotant d'armements capables de frapper la Russie. C'est ce que montre tout à fait directement l'exposition organisée à Moscou des armements que les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et d'autres pays de l'OTAN ont fourni à Kiev. Comme les forces ukrainiennes sont en train de subir de lourdes défaites, l'OTAN envoie en Ukraine des forces militaires à son service et, en même temps, fait monter en puissance la composante nucléaire des exercices militaires qu'elle effectue en Europe. En réponse, la Russie organise des exercices sur les armes nucléaires tactiques et prévient qu'elle tiendra compte du potentiel déploiement d'armes nucléaires étasuniennes en Pologne dans sa planification militaire. Le scénario européen est relié à celui du Moyen-Orient, sur lequel sont fournies dans cette émission d'importantes informations, cachées par le mainstream.

Manlio DINUCCI  
Mondialisation.ca, 11 mai 2024

<https://www.byoblu.com/2024/05/10/europa-e-mediioriente-due-scenari-della-stessa-guerra-grandangolo-pangea/>  
*Traduit par Marie-Ange Patrizio.*

Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2024

# Les 75 ans de l'OTAN : de guerre en guerre



Tandis que l'OTAN, réunie à Bruxelles pour célébrer ses 75 ans, fixe d'ultérieures aides militaires à l'Ukraine, Kiev est en difficulté croissante pour soutenir son effort guerrier contre la Russie. Elle a donc recours de façon croissante aux attaques terroristes à l'intérieur de la Russie.

Le Service Fédéral de Sécurité russe (FSB) a arrêté un groupe de terroristes qui transportait des explosifs à haut potentiel à remettre à une destination finale à Moscou. À bord de leur véhicule commercial intercepté au checkpoint de Ubylinka, à la frontière russo-letone dans la région de Pskov (Russie occidentale) a été découvert, entre autres, un chargement de 27 icônes orthodoxes de fabrication ukrainienne, contenant un explosif à haut potentiel. Ces engins et autres explosifs étaient à bord d'un véhicule qui, se dirigeant d'Ukraine vers la Russie, avait traversé six pays de l'OTAN : Roumanie, Hongrie, Slovaquie, Pologne, Lituanie et Lettonie.

Le plan était évident : arrivées en Russie, les icônes orthodoxes auraient été achetées par des églises, paroisses et familles de fidèles. Après un certain temps les icônes auraient été faites exploser par des télécommandes de façon à provoquer le plus grand nombre de victimes pendant une festivité religieuse où les fidèles se réunissent dans les églises et les familles.

En même temps se poursuit l'enquête sur l'attaque terroriste du 22 mars à Moscou, qui a provoqué jusqu'à présent 144 morts, nombre qui peut augmenter car plus de 500 personnes ont été blessées. La décision de frapper les spectateurs d'un concert entre dans le plan terroriste visant à frapper la population civile russe pour provoquer chaos et défiance à l'égard du Gouvernement. Au massacre des spectateurs d'un concert devait suivre, selon le plan, le massacre de fidèles orthodoxes par les icônes explosives.

Il ne faut pas s'étonner du fait que, par ces actions terroristes, soient utilisés comme exécutants des militants de l'ISIS. Le courant dominant politico-médiatique essaie d'effacer le fait que depuis des années Kiev collabore avec ce mouvement terroriste financé et armé par les États-Unis et l'OTAN initialement pour démolir de l'intérieur la Syrie. En témoignent deux articles de ce même courant dominant. Le 10 juillet 2015, reportant une enquête du *New York Times*, *Il Giornale* titrait : « Des troupes de l'ISIS aux côtés de l'Ukraine contre les séparatistes russes ». Le 21 novembre 2019, le journal britannique *The Independent* titrait : « Comment l'Ukraine est devenue l'improbable maison des leaders de l'ISIS en fuite du Califat ».

Le plan terroriste, dans lequel sont utilisés aussi des militants de l'ISIS, fait partie de la stratégie de cette OTAN qui, en 75 ans, est passé de la Guerre Froide aux guerres de l'après-Guerre Froide et, avec le coup d'État de 2014 en Ukraine, à la guerre ouverte contre la Russie.

Manlio DINUCCI  
Mondialisation.ca, 06 avril 2024

*Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio*  
VIDÉO en italien :

La source originale de cet article est byoblu.com  
Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2024

# Yougoslavie 24 mars 1999 : la guerre fondatrice de la nouvelle OTAN



Il y a vingt-cinq ans l'OTAN sous commandement USA démolissait par la guerre ce qui restait de la Fédération Yougoslave, l'État qui faisait obstacle à son expansion à l'est vers la Russie. Dans les vingt années suivantes l'OTAN s'est élargie de 16 à 30 pays et, avec la guerre en Ukraine commencée en 2014, elle s'est étendue à 32. Déterminant, dans la guerre de 1999, est le rôle du Gouvernement italien, présidé par Massimo D'Alema [à gauche sur la photo en vedette] et par le vice-président Sergio Mattarella. Comme nous pouvons écouter par l'enregistrement audio officiel, c'est le vice-président Mattarella qui annonce au Sénat le début de la guerre le soir du 24 mars 1999 et en explique les raisons selon la version officielle.

Pendant que les avions des États-Unis et autres pays de l'OTAN larguent les premières bombes sur la Serbie et le Kosovo, le président démocrate Clinton annonce :

« À la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, après deux guerres mondiales et une guerre froide, nous et nos Alliés avons la possibilité de laisser à nos enfants une Europe libre, pacifique et stable ».

Pendant 78 jours, en décollant surtout des bases italiennes, 1 100 avions effectuent 38 mille sorties, larguant 23 mille bombes et missiles. « Des 2 000 objectifs touchés en Serbie par les avions de l'OTAN – documente ensuite le Pentagone – 1 999 ont été choisis par le renseignement étasunien et un seul par les Européens ». Les bombardements démantèlent les structures et infrastructures de la Serbie, provoquant des victimes surtout chez les civils. Les dommages qui en découlent pour la santé et l'environnement sont inquantifiables. Rien que de la raffinerie de Pancevo s'échappent, à cause des bombardements, des milliers de tonnes de substances chimiques hautement toxiques (y compris dioxine et mercure). D'autres dommages sont provoqués par l'emploi massif par l'OTAN, en Serbie et Kosovo, de projectiles à l'uranium appauvri.

Le gouvernement D'Alema met le territoire italien, notamment les aéroports, à disposition complète des forces armées des États-Unis et d'autres pays, pour opérer ce que le président du Conseil définit comme le « droit d'ingérence humanitaire ». Aux bombardements participent 54 avions italiens, qui accomplissent 1 400 sorties, en attaquant les objectifs indiqués par le commandement étasunien.

« Pour le nombre d'avions nous n'avons été les seconds que vis à vis des USA. L'Italie est un grand pays et on ne doit pas s'étonner de l'engagement démontré dans cette guerre », déclare le Président du Conseil D'Alema lors de sa visite le 10 juin 1999 à la base d'Amendola en soulignant que « pour les pilotes qui y ont participé, cela a été une grande expérience humaine et professionnelle ».

Manlio DINUCCI

Mondialisation.ca, 23 mars 2024

*Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio*

La source originale de cet article est byoblu.com  
Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2024

# La piste d'Istanbul

Mais que font donc les journalistes et commentateurs français, d'ordinaire si friands de « documents secrets » sur la Russie ! Eux qui traquent tout « plan caché » de Moscou visant à dissoudre la cohésion des sociétés démocratiques, toute « taupe » russe tapie dans l'appareil d'État ?

Le 28 avril, le quotidien conservateur allemand *Die Welt* leur servait sur un plateau d'argent un projet confidentiel venu de l'Est, la dernière mouture de l'accord de paix négocié par Kiev et Moscou au début de la guerre. Un texte d'importance donc, dont l'adoption aurait pu éviter deux ans d'affrontements et des centaines de milliers de morts. Les médias hexagonaux n'en ont presque rien fait (1), peut-être soucieux de ne pas creuser une affaire où le camp des va-t-en-guerre occidentaux ne tient pas le meilleur rôle.

Istanbul, 29 mars 2022. Les délégations russe et ukrainienne se retrouvent pour un nouveau round de négociations, le septième en un mois, dans un contexte militaire mouvant où l'agresseur russe essuie ses premiers revers. Au terme des discussions, chaque camp salue des avancées « significatives » et affiche son optimisme. Kiev ouvre la porte à un statut de neutralité, Moscou à un cessez-le-feu. Pourtant les discussions s'interrompent, pour des raisons qui demeurent débattues. Le document de *Die Welt* apporte quelques précisions.

D'après la version officielle, la révélation des massacres de Boutcha, dans les premiers jours d'avril, aurait changé la donne, convainquant le président Volodymyr Zelensky qu'il ne pouvait plus négocier avec des « génocidaires ». En réalité, les échanges continuent, en visioconférence, près de quinze jours après la découverte des crimes de guerre, jusqu'au 15 avril. Deux semaines de tractations qui ont transformé les grandes lignes fixées à Istanbul en un texte détaillé, long de dix-sept pages. À sa lecture, on mesure les priorités des deux camps, et l'ampleur des compromis auxquels ils étaient disposés pour faire cesser les combats.

Plutôt que des conquêtes territoriales, la Russie cherche à obtenir des garanties de sécurité à ses frontières, en posant dès le premier article la « neutralité permanente » de l'Ukraine, qui accepterait de renoncer à toute alliance militaire, d'interdire la présence de troupes étrangères sur son sol, de réduire son arsenal, tout en gardant la possibilité d'adhérer à l'Union européenne. En contrepartie, Moscou se serait engagé à retirer ses troupes des zones occupées depuis le 24 février, à ne plus attaquer l'Ukraine, et aurait consenti pour garantir cet engagement au mécanisme d'assistance réclamé par Kiev : en cas d'agression de l'Ukraine, les membres du Conseil de sécurité des Nations unies seraient engagés à la défendre.

Pourquoi les Ukrainiens ont-ils finalement quitté la table des négociations, alors qu'ils avaient poursuivi les discussions, malgré Boutcha, et que la paix semblait à portée de main ? Depuis deux ans, les indices pointent la responsabilité des États-Unis et du Royaume-Uni, qui, trop confiants dans la déroute de Moscou, auraient fermement rejeté le dispositif de protection imaginé par les négociateurs. « *Quand nous sommes revenus d'Istanbul, Boris Johnson est arrivé à Kiev [le 9 avril] et il a dit : "Nous ne signerons rien avec [les Russes], continuons à nous battre" »*, relatait récemment le chef des négociateurs ukrainiens, M. David Arakhamia (2). Un récit contesté par l'intéressé, mais corroboré par une enquête du *Wall Street Journal* (3).

Les médias français, eux, regardent ailleurs.

Benoît BRÉVILLE (Monde diplomatique, juin 2024)

(1) Associé au consortium qui a fait cette révélation, *Le Figaro* a publié une traduction de l'article de *Die Welt*, mais sur son site Internet. L'information fut, sinon, succinctement relayée par les sites du *Midi Libre*, de *La Dépêche du Midi* et du *Parisien*.

(2) Cité dans Olena Roshchina, « Head of Ukraine's leading party claims Russia proposed "peace" in exchange for neutrality », *Ukrainska Pravda*, 24 novembre 2023.

(3) Yaroslav Trofimov, « Did Ukraine miss an early chance to negotiate peace with Russia ? », *The Wall Street Journal*, New York, 5 janvier 2024.

# « L'Ukraine d'aujourd'hui n'est pas une démocratie » : entretien avec l'ancien ambassadeur Jack Matlock

Jack Matlock est un témoin privilégié de la diplomatie internationale des dernières décennies. Dans cet entretien passionnant, il répond à Gregor Baszak pour Antiwar sur la situation en Ukraine, les ratés de la politique étasunienne, de l'OTAN et comment interpréter les positions de la Russie. Il explique notamment comment après la fin des années 1990, « le complexe militaro-industriel américain a déployé un effort concerté pour trouver des "concurrents" afin de justifier des budgets de défense énormes et en augmentation (l'A) ».

Jack F. Matlock, Jr. a été ambassadeur des États-Unis en Union soviétique de 1987 à 1991 et de 1981 à 1983 en Tchécoslovaquie. Il a siégé au Conseil de sécurité nationale sous le président Reagan et a participé à plusieurs sommets sur le contrôle des armements, notamment à Reykjavik en 1986. Au total, il a servi 35 ans dans le service diplomatique américain, de 1956 à 1991. De 1996 à 2001, il a occupé le poste de Professeur George F. Kennan à l'Institute for Advanced Study de Princeton, dans le New Jersey. Il est l'auteur de trois ouvrages : *Superpower Illusions* (2010), *Reagan and Gorbatchev : How the Cold War Ended* (2004) et *Autopsy of an Empire* (1995). Ce qui suit est la transcription d'une conversation tenue le 22 avril 2024. La transcription a été légèrement modifiée pour des raisons de clarté et de longueur.

**Monsieur Matlock, le 20 avril, une large majorité bipartite à la Chambre des représentants a approuvé un projet de loi de 95,3 milliards de dollars sur l'aide étrangère. Il envoie 60,8 milliards de dollars à l'Ukraine et le reste à Israël, à Gaza et à Taïwan. Le Congrès a également approuvé d'autres mesures, notamment l'extension de la surveillance sans mandat aux États-Unis. De nombreux membres du Congrès, en particulier des démocrates, agitaient des drapeaux ukrainiens au sein de la Chambre. Qu'est-ce qui vous est passé par la tête quand vous avez vu ces images ?**

Je pense qu'ils font une très grosse erreur. Tout d'abord, ces crédits ne proviennent pas du contribuable. Nous devons emprunter de l'argent pour couvrir ces crédits et nous sommes déjà très endettés à l'étranger. La dette nationale dépasse aujourd'hui les 33 000 milliards de dollars et augmente de 2 000 milliards de dollars par an. Comme l'a déclaré le président de la Réserve fédérale, cette situation n'est pas viable.

Maintenant, quel est le but de ces crédits ? Le crédit le plus important a été alloué à l'Ukraine. L'Ukraine ne peut pas gagner cette guerre dans les termes que les dirigeants ukrainiens ont énoncés. En fait, il ne serait pas dans l'intérêt de l'Ukraine qu'elle récupère tout le territoire que la Russie occupe actuellement. La grande majorité de ces habitants sont russophones, tandis que le gouvernement ukrainien actuel a déclaré que les russophones ne sont pas de vrais Ukrainiens. L'OTAN fait déjà ce qui serait nécessaire si l'Ukraine était membre de l'OTAN. Plus d'armes permettront tout simplement plus de destructions, la plupart en Ukraine même. Plus cette guerre durera, plus la Russie s'emparera de territoires et insistera probablement pour les conserver. Si cela dure plus longtemps, l'Ukraine se révélera être un État difficilement viable, surtout si elle continue à se définir comme anti-russe, son principal voisin et un pays auquel ses régions orientales et méridionales ont appartenu pendant plusieurs siècles.

Or, dans le cas de l'aide militaire à Israël, nous continuons à verser de l'argent et des armes alors qu'Israël est presque certainement en train de commettre un génocide. Il s'agit d'une question grave, et même si notre président a condamné de nombreuses actions d'Israël, même si Israël ne fait pas ce qu'il suggère, il continue à l'armer.

Quant à l'aide à Taïwan, le renforcement de la présence militaire américaine sur place risque d'inciter les Chinois à tenter d'absorber Taïwan par des moyens militaires. Les États-Unis ne devraient pas revenir sur la politique définie par le président Nixon lorsque les États-Unis ont reconnu la République populaire de Chine. Taïwan a une économie remarquablement bonne qui survivrait difficilement à une attaque de la Chine. Mais si la Chine décidait de l'envahir, ce serait une folie pour les États-Unis d'entrer en guerre avec elle. Une telle guerre pourrait facilement devenir nucléaire.

**Je suis sûr que vous connaissez le travail d'Elbridge Colby. Il est un grand partisan de ce qu'il appelle une « stratégie du déni », qui consiste essentiellement à contenir la Chine, à l'empêcher, par l'intermédiaire de Taïwan, d'étendre sa puissance aux chaînes d'îles de la mer de Chine méridionale. Il affirme que c'est dans l'intérêt de la sécurité nationale des États-Unis, que c'est là que l'Amérique doit investir. Que répondez-vous à cela ?**

Je ne pense pas que ces arguments aient du sens. Nous disons que notre marine doit dominer la mer de Chine méridionale. Comment réagirions-nous si les Chinois, les Russes ou n'importe quel autre pays disaient : « Nous devons dominer les Caraïbes » ? Comment nous sentirions-nous si les Chinois survoleraient régulièrement la frontière pour recueillir des renseignements ? Nous le faisons autour des leurs. Je n'adhère pas à l'argument selon lequel les États-Unis ont l'obligation de dominer les mers du monde. Bien sûr, nous voulons qu'ils soient ouverts au commerce, et c'est aussi dans l'intérêt de la Chine.

Je pense que la militarisation des relations avec la Chine est une énorme erreur. Au cours des 30 dernières années, le gouvernement chinois a probablement amélioré la vie d'un plus grand nombre de personnes plus rapidement que n'importe quel autre gouvernement dans l'histoire. Le PIB chinois est égal ou supérieur au PIB américain. Certains y voient une menace, mais ce n'est pas mon cas. La Chine compte quatre fois plus d'habitants que les États-Unis. Alors pourquoi son PIB ne serait-il pas au moins quatre fois supérieur au nôtre ? L'idée que les États-Unis doivent être les premiers dans tous les domaines et que tout pays dont l'économie croît plus vite est une menace est tout simplement fausse.

**Dans les deux questions suivantes, j'ai voulu remonter le cours de l'histoire. En 1997, vous avez cosigné une lettre ouverte rédigée par 50 personnalités du monde de la politique étrangère américaine, qui qualifiaient l'expansion de l'OTAN vers l'Est d' « erreur politique aux proportions historiques ». La lettre affirmait également que l'expansion de l'OTAN « renforcerait l'opposition non démocratique » en Russie, « diminuerait la sécurité des alliés et fragiliserait la stabilité européenne ». Récoltons-nous aujourd'hui ce que nous avons semé à l'époque ?**

Oui, c'est le cas. J'étais fermement opposé à l'élargissement de l'OTAN à partir du nombre de membres qu'elle comptait en 1991. J'ai assisté à plusieurs réunions au cours desquelles les dirigeants américains, mais aussi britanniques et allemands, ont assuré à Gorbatchev et au ministre des Affaires étrangères de l'époque, Chevardnadze, que si l'Allemagne de l'Est était autorisée à rejoindre l'Allemagne de l'Ouest et que l'Allemagne unie restait dans l'OTAN, celle-ci ne s'étendrait pas plus à l'Est. En fait, comme le secrétaire d'État Baker l'a déclaré à plusieurs reprises, l'OTAN ne s'élargirait « pas d'un pouce ».

Lors de leur rencontre au sommet à Malte en décembre 1990, lorsque Gorbatchev et le président George Herbert Walker Bush ont déclaré la fin de la guerre froide, plusieurs autres déclarations ont été faites. L'une d'entre elles était que l'Union soviétique n'interviendrait pas en Europe de l'Est en cas de changement politique et la seconde était que les États-Unis ne tireraient pas profit de cette situation. Or, étendre une alliance militaire à ces régions reviendrait manifestement à tirer parti de la situation. Je dirais que tout le concept de la fin de la guerre froide reposait en partie sur l'idée que l'alliance occidentale ne s'étendrait pas.

Il y avait de bonnes raisons d'éviter l'expansion. Après l'éclatement du Pacte de Varsovie et la démocratisation des pays d'Europe de l'Est encouragée par Gorbatchev, l'Union soviétique ne pouvait plus envahir l'Europe de l'Ouest. C'était l'objectif initial de l'OTAN et il a été atteint.

Et il y a un autre aspect, c'est notre triomphalisme. Nous avons mis fin à la guerre froide par la négociation et il a été possible d'y mettre fin lorsque Gorbatchev a abandonné le principe fondamental du parti communiste et de sa politique étrangère, la « lutte des classes » marxiste. Il l'a totalement abandonné dans un discours prononcé devant les Nations unies en décembre 1988. Gorbatchev a annoncé que la politique étrangère soviétique était désormais fondée sur « les intérêts communs de l'humanité ». C'est le contraire de la politique marxiste-léniniste précédente et, bien entendu, c'est sur cette base qu'il a tenté de réformer l'Union soviétique et de la rendre plus démocratique. Si l'Union soviétique permettait aux pays d'Europe de l'Est de devenir démocratiques et qu'elle se réformait elle-même, pourquoi devrions-nous les inclure dans une alliance occidentale qui était là pour empêcher une invasion soviétique de ces pays ? Il n'y avait plus de menace.

En fait, la Russie a accepté l'expansion initiale de l'OTAN et aussi l'élargissement aux États baltes, mais s'est opposée à l'extension aux Balkans et à l'établissement de bases militaires étrangères dans cette région.

Mais il n'y a jamais eu de raison valable d'élargir l'OTAN. Au début, nous avons proposé un partenariat pour la paix qui aurait très bien fonctionné. Il était acceptable pour Boris Eltsine, le dirigeant russe de

l'époque, et pour d'autres. Mais le problème de l'expansion de l'OTAN n'était pas tant la garantie de l'article 5 selon laquelle une attaque contre l'un d'entre eux serait considérée comme une attaque contre les autres. Ce qui était sensible pour la Russie, c'était l'établissement de bases étrangères, et notamment américaines, dans ces pays. L'adhésion elle-même n'était pas si importante. Ce n'est que lorsque nous avons commencé à y installer des bases que nos relations se sont détériorées. C'était pendant la deuxième administration Bush, lorsque les États-Unis ont commencé à se retirer de pratiquement tous les accords de contrôle des armements que nous avons conclus et qui étaient à la base de la fin de la guerre froide.

**Ces 50 experts en politique étrangère n'étaient pas les seuls à s'opposer à l'expansion de l'OTAN. George Kennan et Henry Kissinger s'y sont également opposés. William Burns, alors ambassadeur des États-Unis en Russie, a envoyé en 2008 un câble publié par Wikileaks qui exposait clairement l'opposition de la Russie à la proposition d'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. Le titre de ce câble est célèbre : « Nyet means nyet ». Si tout cela semblait si clair pour les responsables de la politique étrangère à Washington DC à l'époque, comment se fait-il qu'aujourd'hui, on ne trouve plus guère de voix éminente s'opposant à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN ? Qu'est-ce qui a changé ?**

Il est très clair qu'au cours des décennies qui ont suivi la fin des années 90 et en particulier la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, le complexe militaro-industriel américain a déployé un effort concerté pour trouver des « concurrents » afin de justifier des budgets de défense énormes et en augmentation. Ceux d'entre nous qui ont négocié la fin de la guerre froide prédisaient que les bases de l'OTAN dans les pays libres d'Europe de l'Est allaient provoquer la Russie, qui se trouvait alors dans une situation économique très difficile.

Je voudrais rappeler à ceux qui disent « Oh, la Russie est toujours l'agresseur » que c'est le dirigeant élu de la Fédération de Russie qui a mené et permis l'éclatement de l'Union soviétique, qui s'est déroulé de manière pacifique. Les États baltes ont bénéficié du soutien de Boris Eltsine pendant toute la période où ils ont tenté d'obtenir leur indépendance. Dans ce cas, le dirigeant russe élu est le principal responsable de l'éclatement de l'Union soviétique et lorsque les gens disent « la Russie fait toujours ceci, la Russie fait toujours cela », cela n'a aucun sens car l'Union soviétique était un État communiste très différent de la Russie actuelle. Je dirais qu'en termes de recours à l'espionnage et à la propagande, la Russie et l'Ukraine ont exactement le même héritage, et il s'agit en fait d'une compétition entre ceux qui diffusent la propagande la plus tendancieuse. Mais le fait est que les gens qui partent de notions abstraites et en tirent des conclusions oublient tous les détails qui, en fait, rendent leurs conclusions irrationnelles.

Permettez-moi d'ajouter ici que je pense que la politique actuelle, celle qui a produit bon nombre de ces erreurs actuelles, repose sur une base philosophique faible. Beaucoup disent que notre mission est de promouvoir la démocratie dans le monde. Ils ne définissent pas exactement ce qu'est la démocratie. En fait, le mot ne figure pas dans la Constitution américaine. Il ne figure pas dans le serment que nous prêtons. Il ne figure pas non plus dans le serment d'allégeance. Nous prêtons allégeance au drapeau des États-Unis d'Amérique et à la république qu'il représente. Pour en revenir à la Première Guerre mondiale, l'une des raisons pour lesquelles Wilson s'est engagé dans cette guerre était de protéger la démocratie. Attendez un peu. Tous les pays qui se sont battus pendant la Première Guerre mondiale étaient des empires. La Grande-Bretagne était un empire au même titre que l'Allemagne et la Russie. La Grande-Bretagne et la France ont continué à étendre leurs empires une fois la guerre terminée. Alors, les États-Unis ont-ils vraiment soutenu la démocratie ?

**En d'autres termes, vous pensez qu'il est faux de croire que l'OTAN défend réellement la démocratie contre l'autoritarisme en Ukraine.**

L'idée qu'une puissance extérieure puisse inciter un autre pays à devenir démocratique est tout à fait erronée. Après tout, si la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, comme l'a dit Abraham Lincoln, comment un étranger peut-il l'imposer ? Le fait est que lorsqu'un étranger commence à soutenir certaines factions dans un autre pays, il leur fait plus de mal que de bien. Il suffit de voir comment nous avons réagi à l'accusation, à mon avis erronée, selon laquelle la Russie aurait contribué à l'élection de Trump en 2016. Il s'agissait d'une énorme tromperie que beaucoup considèrent encore comme un fait. Oui, la Russie avait de la propagande et des trolls sur internet, mais il n'y a aucune preuve que cela ait eu le moindre effet sur le résultat de l'élection de 2016.

Mais ce que j'ai commencé à dire, c'est qu'à partir de la fin des années 90 et dans les années 2000, la soi-disant élite américaine en matière de politique étrangère, y compris les médias, de nombreux groupes de

réflexion et le gouvernement, a essayé de développer une politique visant à répandre la démocratie à l'étranger. Aujourd'hui, lorsque nous disons que nous défendons la démocratie en soutenant les Ukrainiens, c'est un non-sens absolu. Le gouvernement ukrainien actuel est le résultat d'un coup d'État en 2014 qui a destitué un président élu. Les régions qui s'étaient détachées de l'Ukraine, mais que l'Ukraine revendique, n'ont pas eu le droit de vote. Le gouvernement actuel est dictatorial et corrompu.

**Alors, que faire ? Je veux dire que du point de vue russe, il n'y a aucune chance de rétablir Minsk-2. L'ancienne chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que les Européens avaient utilisé les accords de Minsk pour donner à l'Ukraine le temps de se réarmer (il n'est pas clair si elle a dit cela pour sauver sa réputation). Les Russes ne nous feraient donc pas confiance de toute façon. Nous sommes en colère contre eux pour avoir envahi l'Ukraine, alors pouvons-nous soudainement déclarer le conflit gelé. Quelle est, selon vous, l'issue la plus probable et la plus préférable, tout en étant la plus réaliste ?**

Les frontières que le gouvernement ukrainien actuel affirme vouloir conserver ont été créées par Joseph Staline et Adolf Hitler et, dans le cas de la Crimée, par Nikita Khrouchtchev. Il ne s'agit pas de frontières qui ont fait l'objet de luttes et de négociations à l'occasion de nombreuses élections, etc. L'Ukraine occidentale n'avait jamais fait partie de l'Empire russe lorsque Hitler l'a cédée à Staline. Pourquoi alors verser du sang pour recréer l'héritage d'Hitler et de Staline ? D'ailleurs, en Ukraine occidentale, il existe un mouvement néonazi très puissant, militarisé, qui constitue l'une des principales sources d'irritation pour la Russie. Nier cela, c'est tout simplement nier les faits.

Je ne comprends pas pourquoi il est dans l'intérêt du peuple allemand de suivre la politique de son gouvernement. Bien sûr, c'est à eux de décider. Ce n'est pas à moi de décider, mais en tant qu'observateur extérieur, j'ai trouvé qu'ils s'en sortaient plutôt bien lorsqu'ils avaient des relations économiques complètes avec la Russie. Je n'ai rien vu d'anormal avec Nord Stream. Avant la mise en service de Nord Stream I, la majeure partie du gaz russe passait par l'Ukraine. Les Ukrainiens prenaient ce qu'ils voulaient, souvent sans payer, et si les Russes essayaient de récupérer le gaz en réduisant le flux, les Ukrainiens prenaient toujours ce qu'ils voulaient et réduisaient ce qui était acheminé vers l'Europe centrale et occidentale. Il était donc dans l'intérêt de l'Allemagne et de la Russie de construire Nord Stream. Je pense que les objections ont toujours été politiques.

Permettez-moi d'ajouter une chose dont nous n'avons pas parlé. Il s'agit des efforts déployés par les États-Unis et l'UE pour séparer l'Ukraine de la Russie. Cet effort s'est concrétisé en 2014 lors des manifestations de Maïdan à Kiev. Les violences ont d'ailleurs été déclenchées à l'Ouest par des formations néonazies qui ont commencé à tirer sur les manifestants. Il avait été convenu que des élections auraient lieu avant la fin de l'année, et il semblait y avoir de bonnes chances que Ianoukovitch perde. Néanmoins, un coup d'État a eu lieu, dont la Russie a toutes les raisons de penser qu'il a été fomenté par la CIA et par d'autres membres de l'OTAN, y compris le Royaume-Uni.

**Vous soulignez qu'à la fin de la guerre froide, la position officielle des États-Unis était d'empêcher l'effondrement de l'Union soviétique. Le président George H. W. Bush a soutenu le traité d'union proposé par le président Gorbatchev et a déclaré, lors d'un discours remarquable prononcé dans la salle du Soviet suprême d'Ukraine à Kiev le 1er août 1991 : « Les Américains ne soutiendront pas ceux qui cherchent à obtenir l'indépendance afin de remplacer une tyrannie lointaine par un despotisme local. Ils n'aideront pas ceux qui promeuvent un nationalisme suicidaire fondé sur la haine ethnique ». Comme on pouvait s'y attendre, cette déclaration a suscité la colère des partisans américains de la ligne dure et des nationalistes ukrainiens et n'a pas eu d'effet : plus tard dans l'année, les Ukrainiens ont encore voté massivement pour l'indépendance de l'Union soviétique. Mais pourriez-vous expliquer pourquoi le président Bush père a adopté cette position à l'époque ?**

J'étais dans l'avion avec Bush lorsque nous sommes partis de Moscou pour Kiev, et alors qu'il préparait son discours pour la Verkhovna Rada, il a personnellement écrit et formulé les phrases que vous avez citées. Il ne voulait pas voir l'Union soviétique se désagréger. Il voulait que les trois États baltes acquièrent leur véritable indépendance, et il soutenait totalement cette idée. Les États-Unis n'ont jamais reconnu les pays baltes comme faisant légitimement partie de l'Union soviétique. Quant aux autres républiques soviétiques, nous avons reconnu qu'elles faisaient légalement partie de l'Union soviétique.

Bush a soutenu les efforts de Gorbatchev pour créer une union volontaire pour au moins deux raisons. La première était que s'ils devaient être soudainement lâchés avant qu'il n'y ait plus de réformes

démocratiques, les dirigeants communistes locaux prendraient tout simplement le pouvoir. Gorbatchev essayait de changer le système et, bien entendu, les dirigeants rouges, comme vous diriez, ceux qui dirigeaient réellement le système, s'opposaient à ces réformes.

L'autre raison est que nous ne voulions pas assister à une prolifération des armes nucléaires. Nous pensions que ce serait très dangereux. Auparavant, des armes nucléaires étaient stationnées dans bon nombre de ces républiques. Au moment de l'éclatement de l'Union soviétique, il n'y avait d'armes nucléaires que dans quatre d'entre elles, et la politique américaine voulait qu'en cas d'éclatement de l'Union, les armes soient concentrées en Russie, où elles pourraient être plus facilement contrôlées. La destruction d'un grand nombre de ces armes était prévue dans le cadre du traité START en vigueur. Nous ne voulions donc vraiment pas d'un éclatement.

**Vos détracteurs pourraient s'y opposer : Attendez, vous avez dit que nous voulions empêcher la prolifération nucléaire et que nous voulions empêcher l'Ukraine d'être dirigée par un despote. Ces critiques diraient qu'aujourd'hui, l'Ukraine est un phare brillant de la démocratie et que la prolifération n'a pas eu lieu. Bush avait donc tort, et la stratégie belliciste à l'égard de l'Union soviétique était la bonne.**

La prolifération n'a pas eu lieu parce que l'Ukraine, le Belarus et le Kazakhstan ont transféré les armes nucléaires à la Russie comme l'exigeaient les États-Unis. Mais il est ridicule de dire que l'Ukraine est aujourd'hui une démocratie. Ce n'est pas le cas. Elle est probablement moins démocratique que la Russie. Et comme je l'ai déjà souligné, le gouvernement actuel est le résultat d'un coup d'État en 2014. Dès sa création en tant qu'État indépendant en décembre 1991, l'Ukraine a été profondément divisée sur le plan politique.

Je me suis rendu à Kiev, en 1993 ou 1994, avec un groupe de personnes qui avaient travaillé au sein de notre Conseil de sécurité nationale. Nous avons conclu un accord avec le gouvernement ukrainien pour venir leur décrire la manière dont nous fonctionnions au sein du Conseil de sécurité nationale à Washington. Lorsque nous avons terminé notre présentation, un haut fonctionnaire ukrainien a fait le commentaire suivant : « Vous parlez de relations extérieures, mais notre problème est interne ». Ils nous ont ensuite montré des cartes indiquant où s'était déroulé le vote, avec un côté commençant avec 85, 90 % pour un parti à l'Ouest et ensuite à l'Est 85 ou 90 % pour l'autre parti. En fait, ces élections ont été partagées presque à 50-50. Au cours des années suivantes, il est arrivé qu'un parti obtienne 50,1 %, parfois l'autre, mais c'était toujours très serré.

Ce qui rendait la situation particulièrement dangereuse, c'était la constitution ukrainienne qui prévoyait que le Président nomme ce que nous appellerions les gouverneurs d'État, les chefs de province. Il n'y avait pas d'élection au niveau provincial, comme c'est le cas aux États-Unis. Évidemment, cela ne fonctionnerait pas si le pays est très divisé, mais c'est ainsi que le problème a commencé et qu'il s'est aggravé de plus en plus. En 2014, la violence a commencé dans l'Ouest, principalement par ces groupes néo-nazis qui ont commencé à prendre le contrôle des bureaux des gouverneurs provinciaux.

C'est pourquoi l'une des exigences des accords de Minsk était que l'Ukraine adopte une constitution fédérale qui permettrait à ces entités russophones d'élire leurs propres dirigeants, de la même manière que les citoyens des États américains élisent leurs gouverneurs. Si nous, Américains, avions eu le même type de système que l'Ukraine, nous nous serions séparés depuis longtemps. Il faut un système fédéral comme celui de la Suisse, par exemple, ou de la Belgique, ou encore de la Finlande, où la minorité suédoise jouit de tous les droits culturels. Mais c'est une chose que le gouvernement ukrainien actuel, ceux qui le contrôlent, n'a jamais concédée et, comme je l'ai dit, c'était l'une des exigences de l'accord de Minsk. Je ne sais pas pourquoi l'Allemagne et la France n'ont pas insisté pour que les Ukrainiens s'y conforment s'ils voulaient recevoir davantage d'aide. Les États-Unis auraient dû le faire aussi. Nous avons approuvé l'accord, bien que nous n'en soyons pas signataires.

La tragédie actuelle est que la situation est mauvaise pour tout le monde. Il est évident que les personnes qui souffrent le plus sont les Ukrainiens et nous savons également que quelques semaines après l'invasion russe, ils ont été très proches d'un accord mais ont été découragés par Boris Johnson. Ils ont également été découragés, j'en suis sûr, par les États-Unis.

**Vous avez été un proche conseiller du président Reagan, que la plupart des gens considèrent comme une personnalité particulièrement dure à l'égard de l'Union soviétique et de la Russie. Il a qualifié l'Union soviétique d' « Empire du mal ». Selon le récit historique, c'est lui qui a gagné la guerre froide pour nous. Il a essentiellement dépensé plus que l'Union**

**soviétique parce qu'il cherchait à la faire disparaître. En fait, son nom est régulièrement cité par les « faucons américains », comme quelqu'un qui serait aujourd'hui dur avec le président Poutine et que M. Reagan « se retournerait dans sa tombe » s'il était témoin de l'opposition de certains républicains à une aide militaire accrue à l'Ukraine, comme l'a récemment déclaré le président polonais Donald Tusk. Le Reagan que vous décrivez dans vos livres, en revanche, était loin d'être le faucon que beaucoup d'entre nous lisent. Que représentait le Reagan que vous avez connu en ce qui concerne la Russie et le rôle de l'Amérique dans le monde ?**

Il s'agissait alors de l'Union soviétique et non de la Russie en tant qu'entité. Le président Reagan connaissait la différence entre l'Union soviétique et la Russie. Il ne voyait aucun conflit d'intérêt entre nous et la Russie. Son problème était le communisme et les tentatives soviétiques d'imposer le communisme aux autres. Oui, il a qualifié l'URSS d'« empire du mal », mais en 1988, lorsqu'il s'est rendu sur place, il a dit que c'était du passé, que ce n'était plus vrai, et il a reconnu à Gorbatchev le mérite d'avoir changé les choses. Alors oui, il était un opposant au communisme et à l'expansionnisme soviétique. Mais il était parfaitement conscient des pertes russes pendant la Seconde Guerre mondiale et de leur contribution à la victoire sur l'Allemagne.

Un autre élément qui différencie l'approche de Reagan de celle de nos présidents plus récents est que, bien qu'il ait critiqué le communisme, il n'a jamais insulté publiquement un dirigeant soviétique par son nom. Lorsqu'il a rencontré Gromyko, le ministre soviétique des affaires étrangères, il lui a serré la main en disant : « Nous tenons la paix du monde entre nos mains. Nous devons agir de manière responsable. » Il s'est efforcé de comprendre Gorbatchev et d'instaurer un climat de confiance avec lui.

Reagan n'était pas un intellectuel ayant une grande connaissance de l'histoire, mais il était désireux d'apprendre. Il savait comment traiter avec les autres. La dernière chose qu'il ferait serait d'insulter publiquement un dirigeant soviétique. Comme je l'ai dit, il comprenait que la Russie avait beaucoup souffert pendant la Seconde Guerre mondiale, plus que les États-Unis, et que les Russes devaient être respectés pour cela. En fait, dans les lettres aux dirigeants soviétiques que je rédigeais pour lui, il ajoutait toujours, de sa propre main, un mot sur le grand respect qu'il avait pour leur performance pendant la guerre et leurs énormes pertes.

Plus tard, lorsque nos dirigeants occidentaux ont refusé d'inviter le président Poutine aux célébrations de la Seconde Guerre mondiale, comme l'anniversaire du débarquement en Normandie, et qu'ils ont commencé à le diaboliser, principalement pour les choses qu'il a faites chez lui, et non pour ce qu'il nous a fait, c'est tout le contraire de ce que Reagan aurait fait ou de ce qu'il a fait.

Au fond, Reagan était un homme de paix et un homme qui savait négocier, qui ne partait pas tant d'idées abstraites que de faits concrets. Comme il le disait parfois, ils ont un système minable, ces communistes, mais si c'est ce qu'ils veulent, c'est leur affaire. Il pensait que les États-Unis devaient être une ville brillante sur la colline, un exemple pour le monde, et non un pays qui se mêlerait de la politique des autres. L'approche de négociation qu'il a approuvée était presque à l'opposé de ce que nous avons fait depuis. Il a essayé de comprendre le point de vue de Gorbatchev, ce dont il avait besoin, et nous avons présenté tous nos objectifs, non pas comme des demandes de faire quelque chose que nous voulions qu'ils fassent, mais comme des suggestions de coopérer pour atteindre un objectif commun. Nous n'avons pas dit « Vous devez assainir votre situation en matière de droits de l'homme ». Nous avons dit : « Coopérons pour améliorer le respect des droits de l'homme ». Lors de sa première rencontre avec le secrétaire d'État George Shultz, Chevardnadze a demandé : « Pouvons-nous parler du statut des femmes et des Noirs aux États-Unis ? » Shultz a répondu : « Absolument, je pense que nous faisons des progrès, mais nous avons encore du chemin à parcourir, et nous avons besoin de toute l'aide possible ». Tout ce que nous avons demandé était réciproque. Nous avons coopéré pour mettre fin à la plupart de nos affrontements dans d'autres points chauds.

Depuis lors, nous avons fait preuve de triomphalisme et nous avons d'abord considéré la Russie comme un adversaire vaincu, puis comme un ennemi alors qu'elle n'avait rien fait pour nous menacer. Et je dois dire que la ligne de démarcation entre la Russie et l'Ukraine n'a jamais été une question vitale pour les États-Unis ou tout autre membre de l'OTAN. Ce n'est pas notre affaire. Les combats actuels présentent tous les éléments émotionnels d'une guerre civile. L'Ukraine et la Russie ont une histoire profondément liée et il n'y aura pas de paix entre eux à moins qu'ils ne parviennent à un accord accepté par les deux parties.

**De nombreux analystes de l'OTAN estiment que d'ici quelques années, la Russie sera capable d'envahir le territoire de l'OTAN et qu'il est probable qu'elle le fasse. Simple folie ?**

Je ne pense pas qu'ils en aient la capacité ni le désir. En fait, je ne pense pas qu'ils aient envie de contrôler les Ukrainiens de l'Ouest de l'Ukraine. Je doute qu'ils veuillent prendre Kiev, par exemple. Maintenant, s'ils continuent d'avancer, ils pourraient prendre Kharkiv et Odessa. Et si nous continuons à leur fournir des armes et que certaines d'entre elles sont utilisées pour frapper le territoire de la Russie proprement dite, je ne sais pas. Ils se sont réservés le droit d'utiliser des armes nucléaires si nécessaire et j'espère qu'ils ne le jugeront jamais nécessaire.

Mais je voudrais également souligner qu'il semble y avoir aux États-Unis, ainsi que parmi certains éléments en Allemagne et au Royaume-Uni, l'idée que tout ce qui est russe est inférieur. Il est vrai que la Russie a parfois, au cours de son histoire, été en retard sur certains aspects de la technologie, tout en étant à l'avant-garde sur d'autres. Elle a été la première à aller dans l'espace. À certaines époques, nous ne pouvions pas nous rendre à la station spatiale sans utiliser des fusées russes. L'idée qu'elle dispose d'une technologie totalement inférieure et que nous pouvons l'affaiblir en lui coupant les vivres oublie que c'est un pays qui dispose d'énormes ressources, tant humaines que physiques, et que dans un certain nombre de domaines où nous avons exercé une pression, elle nous a devancés.

### **Malgré les sanctions.**

Je pense que la politique des sanctions économiques a été galvaudée. Je ne me souviens pas d'une époque où les sanctions économiques ont entraîné des changements politiques liés à la sécurité. Nous avons développé une énorme bureaucratie pour sanctionner non seulement des personnes qui sont des ennemis, mais aussi des sanctions pour des choses qu'elles font chez elles et qui devraient les concerner, et aussi, accessoirement, pour sanctionner d'autres pays qui ne sont pas sous notre juridiction. Je pense qu'il s'agit là d'un mauvais usage de la position que nous occupons, et que cela va la miner. Et le fait que nous fassions cela, en fait de plus en plus sur des fonds empruntés, n'est pas soutenable indéfiniment. Je me demande combien d'Européens, en particulier d'Allemands, y prêtent attention.

**À 94 ans, vous continuez à vous exprimer sur l'actualité. En février, vous avez écrit dans un essai que le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, Ivan Aboimov, vous avait dit en décembre 1989 : « Nous vous avons remis la doctrine Brejnev avec nos compliments. Considérez-la comme un cadeau de Noël ». Que voulait-il dire par là ? L'Occident poursuit-il aujourd'hui une sorte de doctrine Brejnev ?**

Je pense que c'est le cas. Notre politique actuelle s'appelle « l'ordre international fondé sur des règles ». Bien sûr, nous violons ces termes lorsque nous le souhaitons. Dans de nombreux cas, il semble que nous fonctionnions sur les mêmes principes que ceux qui ont conduit à la Première et à la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire que nous nous battons pour savoir qui contrôle quel territoire. Si nous n'avons pas appris, au cours de la première moitié du XXe siècle, que tout le monde est perdant, je pense que nous ignorons l'histoire qui aurait dû nous enseigner des leçons essentielles.

Selon Marx et Lénine, il devait y avoir une révolution prolétarienne mondiale qui éliminerait la classe bourgeoise, la classe dirigeante, comme ils le disaient, et créerait le socialisme qui évoluerait vers le communisme. Selon la doctrine Brejnev, si un pays a atteint le socialisme, il est du devoir des autres pays socialistes de le protéger en cas d'opposition. C'est dans cette logique que l'Union soviétique a envahi la Hongrie lorsqu'elle s'est révoltée en 1956, puis la Tchécoslovaquie lorsque le Printemps de Prague a commencé à la démocratiser. C'était la doctrine Brejnev.

Ce que nous disons maintenant, c'est que nous devons protéger et défendre la démocratie à l'étranger et la créer pour d'autres peuples. N'est-ce pas la même chose que ce que Brejnev disait à propos du socialisme ? Peu importe que le socialisme qu'ils ont eu n'ait pas été celui que Marx avait prédit. L'idée était qu'il était dans l'intérêt de chacun de changer la forme de gouvernement des autres pays et que s'ils adoptaient votre forme de gouvernement, ils deviendraient des amis. Bien entendu, toute notre expérience historique réfute cette idée, même dans le cas de l'Union soviétique. Tout d'abord, la Yougoslavie et l'Albanie se sont libérées du contrôle soviétique, puis la grande scission avec la Chine. Plus tard, nous avons craint qu'en cas de victoire des communistes vietnamiens, Moscou ne contrôle pratiquement toute l'Eurasie. En réalité, la même forme de gouvernement ne fait pas nécessairement des pays des amis.

Lorsque nous pensons que nous pouvons créer la démocratie ailleurs ou même la faciliter en intervenant directement dans leurs affaires, je pense que nous prenons les choses à l'envers. Nous devrions revenir à l'idée que le sénateur Fulbright a exprimée dans deux de ses livres : la seule façon de répandre la démocratie est de prouver qu'elle fonctionne chez soi. Et je dois dire que nous ne donnons pas un grand exemple ces jours-ci.

Les pays deviennent autoritaires parce qu'ils se sentent menacés et qu'ils ont besoin d'un dirigeant fort pour repousser ces menaces. C'est pourquoi de nombreux Russes, bien que mal à l'aise avec la guerre en Ukraine, la soutiennent encore. Ils la considèrent comme une défense contre l'OTAN et les États-Unis. Nous avons déclaré que nous essayions d'affaiblir la Russie. Nous avons imposé des sanctions qui ne sont normalement autorisées que pendant une guerre déclarée. Nous nous trouvons donc dans une situation où un plus grand pourcentage de Russes approuvent la politique de Poutine que le pourcentage d'Américains qui approuvent Biden ou Trump. Tous deux se situent aux alentours de 40 %, voire moins. Qui est le plus démocratique ?

**Ma dernière question peut sembler étrange. Si quelqu'un d'autre avait dit ce que vous venez de dire, les critiques qui lisent cette interview, les Anne Applebaum (NDLR : éditorialiste et membre de la rédaction du Washington Post) du monde entier, diraient : « Eh bien, Jack Matlock est un larbin du Kremlin. C'est une marionnette de Poutine. Il diffuse des informations erronées ». Ils diront même cela à votre sujet. Que se passe-t-il dans votre tête lorsque vous voyez ce type de rhétorique, où l'opposition nationale à la politique étrangère des États-Unis est considérée essentiellement comme de la haute trahison ?**

Je pense que c'est absolument ridicule. Tout d'abord, ces critiques ne citent jamais rien de ce que j'ai dit qui soit de la propagande du Kremlin. Je ne voulais pas que ces conflits se produisent et c'est pourquoi j'ai mis en garde contre l'expansion de l'OTAN. La guerre en Ukraine était prévisible pour les raisons que j'ai données. Le type d'actions entreprises par « l'Occident » allait entraîner une réaction, et je pense que c'est une tragédie. C'est une tragédie ce qui est arrivé à la Russie, ce qui arrive à l'Ukraine. Et bien sûr, je suis d'accord pour dire que l'invasion de Poutine était un crime. Je suis également tout à fait conscient que mes présidents ont commis des crimes, et je pense que dans certains cas, la provocation était moindre. L'Irak ne représentait pas une menace pour les États-Unis. Une Ukraine dotée de bases de l'OTAN serait une menace pour la Russie. Ne nous voilons pas la face. Pourquoi les gens ne comprennent-ils pas cela ? Je ne défends certainement pas Poutine, mais je ne défends pas non plus mon propre président lorsqu'il envoie des bombes à Israël pour déclencher une guerre génocidaire. Ce n'est donc pas de la propagande. Je parle en connaissance de cause, pour avoir vécu différentes périodes, en essayant d'en tirer des leçons, et pour avoir contribué à concevoir un ensemble de politiques qui ont mis fin à la très dangereuse guerre froide, des politiques qui ont été inversées depuis et qui nous amènent à une nouvelle crise.

L'interview a été menée par Gregor Baszak, un écrivain et universitaire basé à Chicago. Ses écrits ont été publiés dans The American Conservative, The Bellows, Cicero, Sublation, UnHerd et ailleurs. Vous pouvez suivre Gregor sur X @gregorbas1.

Gregor BASZAK  
2 mai 2024

Sources : Antiwar et Investig'Action

Traduction : Daniel G

# Annie Lacroix-Riz : le Plan Marshall ? Une corde qui a pendu l'Europe



Il n'est pas besoin d'être mort pour se souvenir du « Plan Marshall ». Il évoque des Américains gentils venant, en dollars, au secours de l'Europe meurtrie par la guerre. Charité bien ordonnée... Avec son « aide » la priorité de Washington était de continuer de faire tourner son industrie. Désormais privée de ce grand marché qu'était la guerre. L'historienne Annie Lacroix-Riz a découvert des kilos d'archives montrant l'incroyable cynisme des États-Unis.

Oh ! qu'ils sont gentils les Américains,

charitables et bienfaisants, certes ces dernières 30 années les guerres étasuniennes ont provoqué la mort de plus de trois millions de pauvres gens. Mais on ne construit pas la démocratie sans un bon tas de cadavres pour l'asseoir. Je radote mais ne me lasse pas de la réponse faite par Madeleine Albright, Secrétaire d'état de la Washington coloniale, à une question de journaliste « 500 000 enfants sont morts à cause des sanctions privant l'Irak de nourriture, médicaments et matériel médical. Est-ce que ça en valait la peine ? » « Je pense que c'est un choix très difficile. Mais que cela en valait la peine ».

Le pays dont la liberté éclaire le monde est entre autres celui de la guerre au Vietnam, de Guantanamo, de la peine de mort, du non à l'avortement et de la chaise électrique promise à Assange. Comme aide mémoire je vous propose la lecture du *Talon de fer* écrit en 1908 par Jack London et de *L'Amérique Empire*, un résumé des horreurs « made in USA », décrites par Nicola Mirkovic. Ajoutons, par amour du détail, que Washington reste sous le feu de la rampe – de lancement – avec ses livraisons explosives qui pulvérisent les familles et le béton de Gaza. Pour Israël comme pour les EU, tout ce qui tombe du ciel est béni, même les shrapnels. Bon. L'auteur du présent libelle abuse ! C'est un portrait écrit en noir, en triste, alors qu'on a compté à la Maison-Blanche des types rigolos comme Nixon ou Trump. Tout n'y est pas mauvais et il fallait être le mauvais coucheur De Gaulle pour refuser d'assister aux cérémonies du débarquement de Normandie.

C'est plus compliqué mais les EU conduisent, en parallèle à leur pulsion de colonisation militaire de la planète, une guerre où les canons sont des dollars : l'arme de l'argent. Pour tracer cette volonté de faire de l'Europe un bantoustan étasunien, il faut la curiosité et la ténacité d'une femme dont le courage est la doctrine, l'historienne Annie Lacroix-Riz. À la lumière farineuse des salles d'archives, des heures et des heures, elle traque les vilaines traces du temps, comme la police scientifique le fait pour les *serial killers*. Après avoir montré dans *Aux origines du carcan européen (1900-1960). La France sous influence allemande et américaine* comment les EU colonisaient notre continent par l'arme politique, elle frappe aujourd'hui à la caisse, avec son dernier ouvrage *Les origines du Plan Marshall, le mythe de l'aide américaine*.

Vous sentez déjà que, sous le feu du copier-coller (de la vérité des archives à celle du livre) de Lacroix-Riz, l'image du pays de McCarthy va en prendre un coup. Pour l'historienne, la mise sous tutelle économique de Washington est un projet qui remonte à 1890 (ici s'impose la lecture du *Talon de fer*, déjà cité). C'est avant le virage du siècle que les Étasuniens les plus riches, ne sachant que faire de leur surproduction, voient dans l'Europe un marché captif, la caverne d'Ali Baba. L'opération de totale mainmise monétaire va prendre soixante ans. Elle sera une réussite. Un Prêt-Bail à l'Angleterre 1941-1942, les accords de Bretton-Woods qui mondialisent la monnaie, enfin, pour la France, les accords Blum-Byrnes, en 1946, qui sont les derniers clous dans le cercueil de notre indépendance.

Pour vous convaincre de l'importance existentielle du travail de la chercheuse, je ne peux mieux faire que de vous soumettre ces lignes de l'historien Éric Branca, publiées dans l'hebdomadaire *Marianne* : « Voici pourquoi le dernier livre de l'historienne Annie Lacroix-Riz, *Les origines du Plan Marshall*, est essentiel à tous ceux qui veulent remonter aux sources de cette servitude volontaire. Sous-titrée "Le mythe de l'aide américaine", cette plongée dans des archives que personne avant elle – à tout le moins en France –, ne s'était donné la peine de consulter, donne doublement le vertige. D'abord parce que cette universitaire au

parcours impeccable (normalienne, agrégée, docteur en Histoire, professeur émérite à Paris VII) est justement la seule à s'intéresser, dans le monde universitaire, à ce dossier fondateur de la *libido dominandi* étasunienne, fruit d'un unilatéralisme assumé ; ensuite et surtout parce que cette chercheuse passionnée et passionnante a exhumé des pièces essentielles démontrant combien ce plan, faussement présenté comme une aide décisive au redressement de la "vieille Europe", l'empêcha au contraire de s'ériger en puissance commerciale rivale.

Rappelons le *storytelling* de ce Plan Marshall qui déversa quelque 16 milliards de dollars (180 milliards de 2023) sur 15 pays non communistes augmentés de la Turquie, entre 1948 et 1952 : une aide "désintéressée" offerte par les États-Unis pour reconstruire le continent à l'abri de la tentation stalinienne. »

Tout ces dollars tressent une corde qui pend celui qui les accepte. Et l'économie européenne, ainsi ligotée *ad vitam eternam* à faire prospérer des trusts étasuniens, reçoit tranquillement le prix de sa damnation : je te prête de l'argent, en échange tu achètes mes produits et rien d'autre, le tout à mes seules conditions. Voilà comment les Rois Mages de Washington ont été sauvés de la récession puisque, l'industrie de guerre étant en 1945 au repos, il fallait impérativement trouver de nouveaux débouchés. Mais nos amis étasuniens ont si peur du communisme, surtout dans une France trop rouge, que Paris est plus gâté en « aides » que les autres capitales. Si bien que contre une poignée de dollars les ministres cocos sont chassés du gouvernement. Puisque les EU l'exigent...

Dans un autre ouvrage, lui aussi capital : *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, la chercheuse britannique Frances Stonor Saunders met au jour une autre guerre parallèle : la peinture, la musique, la philosophie, l'ensemble de la pensée et des arts sont mobilisés pour monter au front. Partout combattons les rouges. On voit la CIA payer – sous le faux nez du Congress for Cultural Freedom – les travaux de Raymond Aron, et, autre exemple, quatre membres sur neuf, au conseil d'administration du MOMA, le musée d'art moderne de New York, sont des hommes de l'agence d'espionnage. Cette politique touche bien sûr l'industrie du cinéma français où par contrat, les salles françaises sont condamnées à communiquer le bonheur fabriqué par Hollywood. Des acteurs comme Gérard Philipe ou Yves Montand sont blacklistés.

À propos du cynisme qui préside à ce fabuleux cadeau du « Plan », Annie Lacroix-Riz nous livre les aveux de la réalpolitik de Washington. Le document qu'elle exploite date du 21 février 1946. Il est rédigé par le secrétaire au Trésor, Fred Vinson, qui définit dans ses pages « La politique des prêts à l'étranger... » : « Le programme de prêt, subordonné à la surproduction américaine, bénéficiera à notre économie intérieure. Dans la transition de la guerre à la paix, le développement du commerce extérieur devra résoudre le problème de la reconversion d'un grand nombre des industries intérieures. Pendant la guerre, beaucoup de nos industries importantes, en particulier dans le domaine des biens d'équipement, ont atteint des capacités de production très excédentaires par rapport à la demande intérieure prévisible du temps de paix. Avec l'élimination de la demande liée à la guerre, une grande partie des capacités de production américaines risque d'être inutilisée... Il est heureux que cette capacité productive excédentaire corresponde le plus souvent aux produits dont les pays dévastés par la guerre ont le plus urgent besoin ».

Ah ! que la guerre était jolie. Mais l'euphorique période est finie, surtout à cause de ces salopards de Russes qui ont saboté la guerre – c'est-à-dire le business – en étant vainqueurs des nazis à Stalingrad. L'acier de l'US Steel ne fera plus de canons, mais des rails pour la SNCF, c'est Dupont de Nemours qui va mettre sous nylon les mollets des Françaises et du Teflon dans les poêles, ESSO de l'essence dans les autos, *and so on*. Cette Annie Lacroix-Riz est vraiment le diable de la recherche qui fait mal au capital. Si elle n'existait pas il faudrait l'inventer.

*Les Origines du Plan Marshall. Le mythe de l'aide américaine*, par Annie Lacroix-Riz aux Éditions Armand Colin (571 pages, 29 euros 90).

Jacques-Marie BOURGET

URL de cet article 3947 : <https://www.legrandsoir.info/annie-lacroix-riz-le-plan-marshall-une-corde-qui-a-pendu-l-europe.html>

## Des conquêtes territoriales à défaut de garanties de sécurité

# Le glacis, une obsession russe

*Avancées russes en Ukraine, aide américaine pour Kiev bloquée au Congrès, perspective d'un retour de l'isolationnisme à la Maison Blanche : un sentiment de vulnérabilité pousse l'Europe à durcir le ton. Pour justifier l'explosion des budgets militaires, ses dirigeants comparent la menace russe d'aujourd'hui au péril nazi d'hier. À l'exclusion d'autres leçons qu'enseigne l'histoire.*

Les choses tournent mal pour Kiev et ses alliés. En dépit des sommes considérables versées pour assister son armée et son économie après l'invasion russe – 160 milliards d'euros déboursés à la mi-février 2024 (1) –, l'Ukraine se heurte à d'importantes difficultés : après l'échec de sa contre-offensive à l'été 2023, elle a dû se retirer de la ville d'Avdiivka, dans le Donbass, alors que les troupes russes continuent de grignoter du terrain. L'avantage technologique des armes occidentales n'a pas fait la différence. Les munitions manquent. L'aide militaire américaine est bloquée au Congrès, peut-être durablement. Promettant de régler le conflit en « vingt-quatre heures », le candidat républicain Donald Trump a menacé de ne plus verser « un seul penny » à l'Ukraine s'il était élu. Aussi, le « rapport de feu » se dégrade : cinq obus, voire dix, tirés côté russe pour un seul côté ukrainien, selon les estimations (2). Le différentiel démographique entre l'Ukraine et son adversaire se fait aussi sentir. Dans un entretien à *The Economist* publié le 1er novembre 2023, l'ancien commandant en chef des forces armées ukrainiennes, le général Valeri Zaloujny, s'inquiétait de « tôt ou tard (...) constater que nous n'avons tout simplement pas assez de gens pour combattre ».

Cette impasse aurait pu conduire à une révision de la stratégie européenne. Or, fin février, M. Emmanuel Macron a pris prétexte des mauvaises nouvelles venues du front et de Washington pour accélérer dans la même direction, tout en franchissant un singulier palier : à l'issue de la conférence de Paris réunissant vingt et un chefs d'État et de gouvernement alliés de Kiev, le président français annonce, le 26 février, l'envoi possible de « troupes au sol ». Cette déclaration fait bondir nombre de ses homologues européens : il s'agirait d'une configuration inédite depuis le début de l'ère nucléaire. Au Vietnam, des soldats américains affrontaient des combattants disposant d'armes livrées par l'URSS ; en Afghanistan, les troupes soviétiques se battaient contre des talibans soutenus par Washington. Mais jamais les armées de deux puissances nucléaires ne se sont directement confrontées, pas même sur un territoire tiers.

Cette rhétorique belliciste traduit une fébrilité : déjà affaiblis par l'effet boomerang des sanctions qu'ils ont infligées à la Russie, les Européens se sentent obligés de prendre le relais de l'aide militaire américaine. Aussi convient-il de mobiliser d'autres arguments que celui d'une défaite imminente de l'adversaire pour justifier la poursuite des efforts auprès d'une opinion publique fatiguée. Dans les discours, la Russie n'est plus ce pays disposant du « PIB de l'Espagne (3) » piégé dans le bourbier ukrainien mais plutôt une « menace existentielle », à l'expansionnisme « inarrêtable » (4), qui vise directement les intérêts français. Comme au temps du Komintern, la Russie est accusée de vouloir imposer son régime au reste de l'Europe, en s'appuyant sur des relais politiques. Déclinant le thème de l'ennemi intérieur, le premier ministre Gabriel Attal a comparé les élus du Rassemblement national à des troupes d'occupation, lors d'un discours devant le Parlement, le 26 février.

### Lots de consolation

Cette menace russe est amplifiée à dessein. À l'Ouest, la comparaison la plus répandue, y compris dans la bouche du ministre des affaires étrangères français (5), c'est l'Allemagne nazie s'emparant des Sudètes au nom de la défense des minorités allemandes en septembre 1938. La référence revient sans cesse dans le débat public, à l'exclusion de tout autre marqueur historique. Or, tout en se réclamant de la défense des russophones hors de ses frontières, l'État russe n'est pas doté d'une doctrine théorisant un manque de territoires – contrairement au *Lebensraum* hitlérien – et les ressorts de son expansionnisme en Europe sont traditionnellement liés à la perception d'une menace sécuritaire. Comme le rappelle la spécialiste des questions militaires russes Isabelle Facon, « la Russie (...) répond [traditionnellement] à de profonds réflexes défensifs par des agissements offensifs (6) ».

L'histoire du XXe siècle permet de dégager un certain nombre de constantes dans le comportement russe. Sur fond de menace hitlérienne, la guerre contre la Finlande (1939-1940) vise une annexion « préventive »

pour renforcer la défense de Leningrad, aujourd'hui Saint-Pétersbourg. Vu de Moscou, le pacte germano-soviétique poursuit le même objectif sécuritaire : répondre aux accords de Munich dont l'URSS avait été exclue en s'employant à ce que le pays ne devienne pas la prochaine cible du IIIe Reich ; ralentir la pénétration des troupes allemandes vers l'ancienne capitale et Moscou en faisant des pays baltes et de la partie orientale de la Pologne un glacis, empêchant une potentielle invasion (7). Après 1945, et les immenses pertes civiles et militaires causées par la seconde guerre mondiale (plus de vingt-six millions de morts soviétiques), Moscou se dote d'une triple couche de protection contre une potentielle nouvelle agression venue de l'Ouest : occupation de la moitié de l'Allemagne, installation de régimes communistes amis et soviétisation des territoires annexés en 1939-1945, au détriment de la Pologne, de la Roumanie, des trois États baltes et de la Tchécoslovaquie.

La résurgence d'une puissance militaire allemande demeure alors la principale préoccupation de Moscou, mais aussi celle des pays d'Europe orientale dans son orbite, ce qui contribue grandement au maintien de leur dépendance à l'égard de l'URSS. Au lendemain de la guerre, le Kremlin forge une doctrine liant le retrait de ses troupes à l'obtention de garanties de sécurité. Dès 1952, Joseph Staline fait passer à l'Ouest une « note » concernant l'Allemagne proposant une réunification, avec retrait de toutes les troupes étrangères de son sol, promesse de ne jamais se doter de l'arme atomique et neutralité militaire (sur le modèle de l'Autriche, que les derniers soldats soviétiques quittent en 1955) (8). Les Occidentaux refusent, estimant qu'une Allemagne neutre deviendrait perméable à l'influence soviétique. Moscou voit dans l'intégration de la République fédérale d'Allemagne (RFA) à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en mai 1955 la preuve que les Occidentaux cherchent à réarmer Bonn pour reprendre l'avantage. La non-reconnaissance par la RFA de la frontière germano-polonaise Oder-Neisse les conforte dans cette crainte. L'URSS décide à son tour de préserver son glacis et le statu quo territorial d'après-guerre.

Trois décennies plus tard, sur fond de graves difficultés économiques internes, le dernier dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, accepte un recul stratégique majeur : la réunification de l'Allemagne et son adhésion à l'OTAN, en échange de concessions modestes : l'engagement que des troupes étrangères ne seraient pas déployées sur le territoire de l'ex-RDA (inscrit dans le traité de Moscou du 12 septembre 1990), ainsi que la promesse, mais simplement orale, que la juridiction de l'OTAN ne s'étendrait pas en Europe de l'Est (9). La résolution fulgurante de la « question allemande » accélère le délitement du pacte de Varsovie, l'ancienne alliance militaire des pays du bloc soviétique, et de l'URSS à sa suite. En trois ans, Moscou se dépouille de son glacis et, avec l'indépendance des républiques soviétiques, « perd » 17 % de son territoire. Pour l'élite russe conservatrice, notamment les militaires, la pilule est amère : vingt-cinq millions de Russes (au sens ethnique du terme) se retrouvent en dehors des frontières de la nouvelle Fédération de Russie, parfois privés d'accès automatique à la citoyenneté. L'aile dirigeante libérale qui arrive au Kremlin avec Boris Eltsine croit en la possibilité d'un vrai partenariat avec l'Occident, qui permettrait à la Russie d'être acceptée comme l'égale des nations européennes. On connaît la suite : l'Alliance atlantique se maintient et s'étend pour atteindre, en 2004, les frontières russes.

*« Moscou n'a jamais accepté l'idée que l'élargissement de l'OTAN pouvait ne pas être défavorable à ses intérêts de sécurité (10) »*, rappelle Isabelle Facon. Les lots de consolation qu'offre l'Occident – un siège au G7 en 1997 ou la création d'un Conseil OTAN-Russie en 2002 – n'y changent rien. Longtemps, Paris et Berlin ont cherché à arrondir les angles du projet américain d'endiguement de la Russie. Les diplomates français ont contribué à rédiger le fameux « acte fondateur » des relations Russie-OTAN signé en mai 1997, qui limitait l'installation de bases étrangères permanentes sur le territoire de nouveaux membres de l'Alliance (11) ; Berlin a développé sa coopération énergétique avec la Russie en dépit des pressions américaines (Nord Stream 1 et 2) ; Allemands et Français se sont opposés à l'octroi d'un statut de candidat à l'adhésion pour l'Ukraine en 2008. En dépit de ces signes d'apaisement, la situation sécuritaire n'a cessé de se dégrader au voisinage de l'Europe. Car l'expansion de l'Alliance atlantique, qui profitait à la Pologne ou aux pays baltes, dirige la riposte du Kremlin vers d'autres voisins : contre l'avancée de l'OTAN, le Kremlin réagit par des interventions militaires qu'il juge « préventives », d'abord en Géorgie en 2008 puis en Ukraine en 2014. À chaque fois, les Européens sont envoyés en émissaires pour atténuer les conséquences indirectes de ce que Moscou perçoit comme une pression militaire américaine : M. Nicolas Sarkozy se prévaut d'avoir dissuadé le président Vladimir Poutine de prendre Tbilissi en 2008 ; M. François Hollande et Mme Angela Merkel sont les parrains des accords de Minsk, signés entre Kiev et Moscou en 2015, pour tenter de régler le différend russo-ukrainien après l'annexion de la Crimée.

Est-ce un hasard si une grande partie des demandes formulées jusqu'en avril 2022 par Moscou paraissent inspirées des propositions soviétiques sur la réunification de l'Allemagne ? C'est encore l'axe majeur des négociations qui s'ouvrent en Biélorussie puis à Istanbul fin mars 2022. *« Pour la première fois, se félicitait*

le ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov, le 7 avril, *la partie ukrainienne a mis sur papier qu'elle était prête à déclarer l'Ukraine comme un État neutre, non aligné et non nucléaire et à refuser de déployer des armes étrangères ou de mener des exercices sur son territoire avec la participation de militaires étrangers, à moins qu'ils ne soient approuvés par tous les garants du futur traité, y compris la Fédération de Russie.* » Certes, à l'époque, des divergences subsistent : l'Ukraine attend des garanties de sécurité « automatiques » de la part de pays tiers ; la Russie souhaite se ménager, en tant que garant du futur traité, un droit de veto (sur toute intervention militaire impliquant des troupes non ukrainiennes). Même après la découverte des massacres de l'armée russe à Boutcha début avril 2022, les discussions se poursuivent. Celles-ci cessent définitivement lorsque Kiev obtient l'assurance de livraisons d'armes massives de la part de l'Occident. L'Ukraine quitte alors la table des négociations avec la certitude de pouvoir y revenir en position de force.

### **Vers une nouvelle crise de Berlin ?**

Pour l'heure, ce pari occidental coûte aujourd'hui cher aux Ukrainiens comme à la sécurité européenne. La Russie, fidèle à ses réflexes obsidionaux, occupe toujours plus de territoires ukrainiens, à mesure que se dégrade sa situation sécuritaire qu'elle a brutalement aggravée par son intervention militaire : afflux de l'aide militaire à l'Ukraine, allongement de sa frontière avec l'OTAN, etc. Pis, Moscou a surenchéri avec l'annexion de quatre régions ukrainiennes, inscrites en octobre 2022 dans sa Constitution. Sur le plan diplomatique, la situation s'est passablement corsée. Une négociation autour des paramètres « sécurité » contre « retrait des troupes » semble caduque. Pris de la même euphorie que les Occidentaux à l'été 2023, les Russes visent la capitulation de Kiev pour lui imposer de nouvelles concessions territoriales. L'investissement qu'ont consenti les Européens les prédispose à l'escalade et non, comme le pensait le Kremlin, à la négociation. Car la France et l'Allemagne ont vécu le lancement des troupes russes contre Kiev comme un démenti cinglant de leur politique de dialogue, et non comme la conséquence ultime des provocations américaines. En dépit de leurs rivalités, Paris et Berlin partagent la même volonté de prendre le relais de l'aide américaine, comme l'indiquent la signature d'accords bilatéraux de sécurité de long terme et la facilité de 50 milliards d'euros sur quatre ans accordée par l'Union européenne en février. Pour compenser totalement les dépenses militaires de Washington en faveur de Kiev, l'Europe, qui assume déjà le coût des sanctions et du renflouement du budget ukrainien (12), devrait doubler le niveau et le rythme actuels de son soutien, estime le Kiel Institute for the World Economy. Cette stratégie de la confrontation et son coût resteront-ils crédibles en cas de victoire de M. Trump, si dès l'année prochaine les États-Unis cherchent à se désengager du conflit ?

Un éventuel effondrement du front, dans un sens ou un autre, augmenterait les risques d'élargissement du conflit. Une défaite ukrainienne déplacerait les tensions le long de la frontière Russie-OTAN à un niveau inégalé. Mais une débâcle russe jusqu'en Crimée élèverait le risque de confrontation nucléaire (13). Une nouvelle crise de Berlin se prépare-t-elle ? En 1958, la peur d'une guerre nucléaire avait saisi le Vieux Continent. La catastrophe évitée de peu, un premier grand cycle de discussions sur le désarmement en Europe s'ouvrit. Les grandes crises qui ont marqué la guerre froide livrent peut-être des enseignements plus utiles que l'année 1938.

Hélène RICHARD (Monde diplomatique, avril 2024)

- (1) Ukraine Support Tracker, décompte au 15 janvier 2024, Kiel Institute for the World Economy.
- (2) Jack Watling, « Ukraine must prepare for a hard winter », Royal United Service Institute, 19 octobre 2023.
- (3) Entretien de M. Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, sur RTL, le 1er mars 2022.
- (4) Discours prononcé le 5 mars 2024 par le président français lors d'un déplacement à Prague.
- (5) *La Tribune du dimanche*, Paris, 10 mars 2024. / (6) Isabelle Facon, « La menace militaire russe : une évaluation », *Les Champs de mars*, n° 29, Paris, 2017. / (7) Lire Gabriel Gorodetsky, « Un autre récit des accords de Munich », *Le Monde diplomatique*, octobre 2018. / (8) Walter Schütze, « De la “note” Staline » à la conférence “2 + 4”. La réunification en perspective », *Politique étrangère*, n° 1, Paris, 1991.
- (9) Lire Philippe Descamps, « “L'OTAN ne s'étendra pas d'un pouce vers l'est” », *Le Monde diplomatique*, septembre 2018. / (10) Isabelle Facon, « La menace militaire russe : une évaluation », *op. cit.*
- (11) Amélie Zima, « Sommet de l'OTAN à Varsovie : un bilan », *Politique étrangère*, n° 4, 2016.
- (12) Neïla Beyler, « Guerre en Ukraine : l'Europe devance les États-Unis dans l'aide internationale à Kiev », *Les Échos*, Paris, 20 février 2024. / (13) David E. Sanger, « Biden's Armageddon moment : When nuclear detonation seemed possible in Ukraine », *The New York Times*, 9 mars 2024.

# Libérez Boris Kagarlitsky et les autres prisonniers politiques russes opposés à la guerre



Boris Kagarlitsky, Wikimedia Commons, CC,

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Boris\\_Kagarlitsky,\\_Russian\\_politician,\\_2\\_March\\_2013\\_](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Boris_Kagarlitsky,_Russian_politician,_2_March_2013_)

Également publié sur <https://freeboris.info/> Les signataires qui souhaitent être contactés par la campagne doivent s'inscrire sur ce site.

Signez la pétition :

[https://www.change.org/p/libérez-boris-kagarlitsky-et-les-autres-prisonniers-politiques-russes-opposés-à-la-guerre?cs\\_tk=AiQvFxrLhHsGoi2D2YAAXicyvNyQEABF8BvHVVSItL0Y2NMQJGV7CoEvv%3D&utm\\_campaign=66563882f03f4353b8c82f1395551b10&utm\\_content=initial\\_v0\\_4\\_1&utm\\_medium=email&utm\\_source=petition\\_signer\\_receipt&utm\\_term=cs](https://www.change.org/p/libérez-boris-kagarlitsky-et-les-autres-prisonniers-politiques-russes-opposés-à-la-guerre?cs_tk=AiQvFxrLhHsGoi2D2YAAXicyvNyQEABF8BvHVVSItL0Y2NMQJGV7CoEvv%3D&utm_campaign=66563882f03f4353b8c82f1395551b10&utm_content=initial_v0_4_1&utm_medium=email&utm_source=petition_signer_receipt&utm_term=cs)

Nous, soussignés, avons été profondément choqués d'apprendre que le 13 février, Boris Kagarlitsky (65 ans), intellectuel socialiste russe de premier plan et militant anti-guerre, a été condamné à cinq ans de prison.

Kagarlitsky a été arrêté en juillet de l'année dernière sous l'accusation absurde de « justifier le terrorisme ». Après une campagne mondiale reflétant sa réputation internationale d'écrivain et de critique du capitalisme et de l'impérialisme, son procès s'est achevé le 12 décembre par un verdict de culpabilité et une amende de 609 000 roubles (\$EU 6 550).

L'accusation a alors fait appel de l'amende, la jugeant « injuste en raison de sa clémence excessive » et affirmant faussement que Kagarlitsky n'était pas en mesure de payer l'amende et qu'il n'avait pas coopéré avec le tribunal. En réalité, il avait payé l'intégralité de l'amende et fourni au tribunal tout ce qu'il demandait.

Le 13 février, une cour d'appel militaire l'a condamné à cinq ans de prison et lui a interdit de gérer un site web pendant les deux années suivant sa libération.

L'annulation de la décision initiale du tribunal est une insulte délibérée aux milliers de militants, d'universitaires et d'artistes du monde entier qui respectent Boris Kagarlitsky et ont participé à la campagne mondiale pour sa libération. L'article de la loi russe utilisé contre Kagarlitsky interdit effectivement la liberté d'expression. La décision de remplacer l'amende par une peine d'emprisonnement a été prise sous un prétexte tout à fait fallacieux. Il ne fait aucun doute que l'action du tribunal représente une tentative de faire taire les critiques dans la Fédération de Russie concernant la guerre menée par le gouvernement en Ukraine, qui transforme le pays en prison.

Le simulacre de procès de Kagarlitsky est le dernier acte d'une vague de répression brutale contre les mouvements de gauche en Russie. Les organisations qui ont toujours critiqué l'impérialisme, occidental ou autre, sont désormais directement attaquées et nombre d'entre elles sont interdites. Des dizaines de militant.es purgent déjà de longues peines simplement parce qu'ils ou elles sont en désaccord avec les politiques du gouvernement russe et ont le courage de s'exprimer. Beaucoup sont torturés et soumis à des conditions mettant leur vie en danger dans les colonies pénitentiaires russes, privés de soins médicaux de base. Des personnes politiques de gauche sont contraints de fuir la Russie, en étant l'objet d'accusations criminelles. Les syndicats internationaux tels que IndustriALL et la Fédération internationale des transports sont interdits et tout contact avec eux est passible de longues peines de prison.

Il y a une raison claire à cette répression contre la gauche russe. Le lourd tribut payé à cause de la guerre suscite un mécontentement croissant parmi les masses laborieuses. Les pauvres paient ce massacre de leur vie et de leur bien-être, et l'opposition à la guerre est toujours la plus forte parmi les plus pauvres. La gauche a porté le message et la volonté de dénoncer le lien entre la guerre impérialiste et la souffrance humaine.

Boris Kagarlitsky a réagi à la décision scandaleuse du tribunal avec calme et dignité : « Nous devons juste vivre un peu plus longtemps et survivre à cette période sombre pour notre pays », a-t-il déclaré. La Russie s'approche d'une période de changements et de bouleversements radicaux, et la liberté de Kagarlitsky et d'autres militant.es est une condition pour que ces changements prennent une tournure progressiste.

Nous demandons que Boris Kagarlitsky et l'ensemble des autres prisonnier.es anti-guerre soient libérés immédiatement et sans condition.

Nous appelons également les autorités de la Fédération de Russie à mettre fin à leur répression croissante de la dissidence et à respecter la liberté d'expression et le droit de manifester de leurs citoyen.nes.

Photo : Imago-TASS

Principaux signataires (liste restreinte - liste complète disponible)

Naomi Klein, écrivain (Canada)

Jeremy Corbyn, député (Royaume-Uni)

Jean-Luc Mélenchon, leader politique (France)

Slavoj Žižek, universités de Birkbeck et de Ljubljana (Slovénie)

Tariq Ali, écrivain (Royaume-Uni)

Yanis Varoufakis, écrivain et leader politique (Grèce)

Judy Rebick, écrivain et militante féministe (Canada)

Mikhail Lobanov, homme politique et militant syndical (Russie)

Myriam Bregman, Députée nationale (Argentine)

Nicolás del Caño, Député national (Argentine)

Christian Castillo, Député national (Argentine)

Alejandro Vilca, Député national (Argentine)

Fernanda Melchionna, Députée fédérale (Brésil)

Sâmia Bomfim, Députée fédérale (Brésil)

Walden Bello, Focus on the Global South (Philippines)

Luciana Genro, Députée d'Etat, Rio Grande do Sul (Brésil)

Kavita Krishnan, militante des droits de la femme (Inde)

Piotr Ostrowski, Président de l'Alliance des syndicats de Pologne (Pologne)

Bernd Riexinger, membre du Bundestag (Allemagne).

Janine Wissler, Membre du Bundestag (Allemagne).  
Gregor Gysi, Membre du Bundestag (Allemagne).  
Dietmar Bartsch, Membre du Bundestag (Allemagne).  
Martin Schirdewan, Membre du Parlement européen (Allemagne).  
Richard Boyd-Barrett, TD (Irlande).  
Gabriel Nadeau-Dubois, leader parlementaire, Québec Solidaire (Canada)  
John McDonnell, député (Royaume-Uni)  
Fredric Jameson, Université Duke (États-Unis)  
Étienne Balibar, Université Paris-Nanterre (France)  
Lin Chun, London School of Economics (Royaume-Uni/Chine)  
Kohei Saito, Université de Tokyo (Japon)  
Claudio Katz, Université de Buenos Aires (Argentine)  
Luis Bonilla-Molina, Otras Voces en Educación (Venezuela)  
Reinaldo Iturriza López, sociologue (Venezuela)  
Patrick Bond (Université de Johannesburg)  
Lindsey German, Stop the War Coalition (Royaume-Uni)  
Alex Callinicos, King's College London (Royaume-Uni)  
Andrej Hunko, membre du Bundestag (Allemagne)  
Jodi Dean, Hobart-William Smith (États-Unis)

FAIRE UN DON AU FONDS DE DÉFENSE JURIDIQUE ET DE SOUTIEN À LA FAMILLE DE BORIS KAGARLITSKY : <https://taplink.cc/freeboriskagarlitsky>

29 mars par Boris KAGARLITSKY International Solidarity Campaign

Source : Change.org  
(CADTM)

## Humour de Kroll

